



international
alert

Sous emprise :

Pourquoi les jeunes rejoignent des groupes armés au Sud-Kivu – RDC



European Union initiative

Peace
is within
our power

À propos d'International Alert

International Alert travaille avec les personnes directement affectées par un conflit afin de construire une paix durable. En œuvrant ensemble, nous savons que la paix sera à notre portée. Nous axons nos interventions sur la résolution des causes profondes du conflit, en rapprochant les individus par-delà les divisions. Depuis l'échelon local jusqu'au niveau des politiques, nous conjuguons nos efforts pour instaurer la paix au quotidien.

La paix, c'est veiller à ce que les communautés vivent ensemble, côte à côte, et parviennent à résoudre leurs différends sans recourir à la violence, tout autant qu'elle implique de signer des traités et de déposer les armes. C'est la raison pour laquelle nous estimons que nous avons tous un rôle à jouer dans la construction d'un avenir plus pacifique.

www.international-alert.org

© International Alert 2019

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, déposée dans un système de recherche ni transmise sous toute autre forme ou moyen – électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre – sans pleine attribution.

Mise en page : D.R. ink

Photo de couverture : Matchbox Media Collective (CC BY-NC-SA 2.0).



international
alert

Sous emprise :

Pourquoi les jeunes rejoignent des groupes armés au Sud-Kivu – RDC

Albert Kalonga

mars 2019

Remerciements

L'équipe de recherche remercie le professeur Albert KALONGA (chercheur indépendant), les communautés des hauts plateaux de Fizi et de Mwenga, celles de la plaine de la Ruzizi et des moyens plateaux de Lemera qui ont activement pris part à l'étude, ainsi que les autorités locales, les organisations de la société civile locales partenaires qui ont accepté de nous apporter leurs éclairages.

De plus, ce rapport a été considérablement enrichi par les lectures critiques de différents relecteurs travaillant pour International Alert notamment : George NDIKINTUM, Papon NYAMUSHALA, Lucy WILLIAMS, Jerry IYANYA et Deo MUSAFIRI.

Ce rapport a été révisé par Banu ALTUNBAS, directrice régionale Grands Lacs d'International Alert.

Enfin, nous souhaitons adresser nos plus sincères remerciements à l'Union européenne et au Fonds de Cohérence pour la Stabilisation qui ont financé cette étude en soutenant le projet d'International Alert « Vijana Tunaweza : Jeunesse nous pouvons » au Sud-Kivu, dans l'est de la RDC.

En partenariat avec :



Sommaire

Sigles et abréviations	4
Résumé	5
1. Introduction	8
2. Méthodologie et caractéristiques socio sociodémographiques des enquêtes	11
3. Résultats	12
3.1. Facteurs d'incitation	12
3.2. Facteurs d'attraction	16
3.3. Facteurs de démobilisation	17
4. Recommandations	19

Sigles et abréviations

ADED	Appui pour le Développement de l'Enfant en Détresse
ADEPAE	Action pour le Développement et la Paix Endogène
AFDL	Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo
AGR	activités génératrices de revenus
APC	Action pour la Paix et la Concorde Sud-Kivu
BVES	Bureau de Volontariat pour l'Éducation et la Santé
CIRGL	Conférence internationale sur la région des Grands Lacs
CNPSC	Coalition Nationale du Peuple pour la Souveraineté du Congo
DDR	désarmement, démobilisation et réinsertion
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FDLR	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
FGD	focus group discussion ou groupe de discussion
FNL	Forces Nationales de Libération
GA	groupe armé
IDDRS	Integrated DDR Standards ou Normes intégrées de désarmement, démobilisation et réinsertion
ISSS	Stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation
MONUSCO	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
ONU	Organisation des Nations Unies
PNC	Police Nationale Congolaise
RAP	recherche-action participative
RCD	Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RDC	République démocratique du Congo
RIO	Réseau d'Innovation Organisationnelle
SADC	Communauté des États d'Afrique australe
SVH	Solidarité des Volontaires pour l'Humanité
UEPN-DDR	Unité d'exécution du Programme National pour la démobilisation, le désarmement et la réinsertion,
UGEAFI	Union des Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs d'Itombwe et de Fizi
USA	États-Unis d'Amérique

Résumé

Les informations concordantes sur la problématique des groupes armés au Sud-Kivu, et dans les territoires de Fizi, de Mwenga et d'Uvira en particulier, sont assez alarmantes du point de vue de la montée vertigineuse du nombre de jeunes rejoignant les groupes armés chaque année, et surtout des conséquences qui en découlent.

Selon les estimations les plus récentes¹, il reste aujourd'hui environ 1 632 jeunes, parmi lesquels 128 filles et 280 garçons âgés de 15 à 18 ans, dans les groupes armés présents dans les hauts plateaux de Fizi et de Mwenga, dans la plaine de la Ruzizi ainsi que dans les moyens plateaux d'Uvira au Sud-Kivu.

Les échecs successifs des programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) sont cités comme l'une des causes majeures qui contribuent étroitement à l'accroissement de ces chiffres. En effet, bien que le troisième programme général de DDR (DDR3) ait reçu l'appui de la communauté internationale et des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, pour l'heure les bailleurs de fonds n'ont que peu contribué aux 100 millions de dollars US que devrait coûter l'opération. Leur hésitation serait liée à des préoccupations relatives au coût du déplacement massif de combattants et au manque de détails quant à la phase de réinsertion².

En vue d'apporter plus de lumière à cette problématique, la présente étude poursuit deux objectifs principaux : identifier les facteurs d'incitation³ et d'attraction⁴ des jeunes dans les groupes armés et déterminer ceux qui peuvent les amener à se démobiliser.

Pour la collecte de données quantitatives, un sondage a été réalisé auprès d'un échantillon de 487 sujets constitué de jeunes sortis de groupes armés, d'autres membres de la communauté ainsi que d'autorités locales. Ces personnes ont été choisies de manière aléatoire. Parallèlement, l'organisation de 16 focus groups avec un total de 192 personnes nous a permis de recueillir des données qualitatives.

En ce qui concerne les facteurs d'incitation, les résultats montrent que sur le plan social, les jeunes sont forcés par les membres des groupes armés et poussés par leurs parents et les leaders communautaires à rejoindre ces groupes. Par ailleurs, certains jeunes se disent rejetés par leur famille, quand d'autres s'engagent pour échapper aux poursuites après avoir commis des méfaits dans leur communauté. D'autres encore sont animés par le désir de vengeance et de domination à l'encontre d'autres communautés ethniques ennemies.

Sur le plan sécuritaire, les jeunes expliquent leur enrôlement dans les groupes armés par la volonté d'assurer leur propre protection et celle de leur famille et de leur communauté. Quant aux facteurs économiques d'incitation, ils mentionnent notamment le chômage, la recherche de l'argent rapide et facile et d'une protection contre les tracasseries administratives, policières et militaires, ainsi que pour ceux dont l'activité économique a fait l'objet de pillages par les groupes armés, le désir de se venger⁵

1 Conférence des organisations de la société civile sur le recrutement et l'utilisation des enfants par les groupes armés du 3 au 5 juillet 2018, organisée à Bukavu par le BVES avec l'appui du Fonds pour les Droits Humains Mondiaux.

2 <http://www.irinnews.org/fr/report/99762/briefing-troisi%C3%A8me-plan-ddr-en-rdc-cette-fois-ci-sera-t-elle-la-bonne>

3 L'incitation est l'action d'inciter, à savoir le fait de pousser quelqu'un à faire quelque chose, et ce qui incite. (*Le Petit Robert 2014*, p. 1 300). Dans le cadre de cette étude, le concept d'incitation désigne tous les éléments matériels ou immatériels qui poussent les jeunes à se faire enrôler ou réenrôler dans les groupes armés

4 L'attraction se définit comme l'attrait exercé par quelqu'un ou quelque chose. C'est ce qui attire et qui séduit ou même qui est attrayant. (*Le Grand Larousse illustré 2018*, p. 114). Appliquée à cette étude, la notion d'attraction renvoie aux facteurs qui attirent les jeunes dans les groupes armés, et notamment les appâts utilisés pour les recruter.

5 Selon les témoignages recueillis, certains des quelques jeunes ayant réussi à créer leur petite entreprise (dans le commerce ou les services) sont victimes de pillages à répétition de la part des groupes armés, ce qui les conduit à s'engager dans les groupes opposés pour se venger.



Réunion consultative de la population locale avec le personnel de la MONUSCO.

Réunion consultative de la population locale avec le personnel de la MONUSCO.

Sur le plan politique, la quête de pouvoir et d'influence au sein de leur communauté, de même que la volonté d'obtenir des améliorations dans la gouvernance locale ou d'exprimer leur mécontentement face à la situation générale du pays incitent les jeunes à rejoindre les groupes armés. Certains disent s'engager après avoir constaté l'absence de l'autorité de l'État en matière de protection des biens et des personnes, tandis que d'autres sont endoctrinés par les responsables politiques.

Pour ce qui est des facteurs d'attraction, l'étude révèle que les jeunes sont attirés et influencés par leurs pairs engagés dans les groupes armés. Sur le plan politique, le pouvoir et la sécurité dont jouissent les membres des groupes armés, les relations étroites que ces derniers entretiennent avec de grandes figures de la scène politique en RDC exercent un fort attrait sur eux. L'attraction est également d'ordre économique avec des perspectives d'argent facile, d'accès aux minerais et les promesses d'enrichissement des responsables des groupes armés.

Les résultats présentés ci-dessus révèlent que la problématique de l'incitation et de l'attraction des jeunes dans les groupes armés dans les hauts et moyens plateaux de Fizi et de Mwenga répond davantage à des problématiques locales spécifiques. Pour trois types d'incitation des jeunes dans les groupes armés (volontaire, contextuelle et forcée), cette étude a identifié des facteurs qui correspondent beaucoup plus aux éléments contextuels s'accordant avec les réalités socioéconomiques, politiques et culturelles présentes dans les hauts plateaux de Fizi et de Mwenga ainsi qu'avec la faible présence des services de l'État et des infrastructures de base (les établissements scolaires et la formation professionnelle).

D'après ces résultats, la reconnaissance sociale du rôle des jeunes et l'atténuation des conflits ethniques dans les hauts et moyens plateaux contribueraient à renforcer leur résilience face aux groupes armés. Ces facteurs

d'incitation et d'attraction sont alimentés par l'absence de processus transparents et inclusifs pour s'attaquer aux causes profondes des conflits. De fait, les griefs, le sentiment d'injustice et la haine se propagent et se transmettent de génération en génération. Le manque de confiance dans la résolution des conflits et les processus de gouvernance amènent certains jeunes, hommes et femmes, à se tourner vers d'autres solutions comme celles proposées par les groupes armés.

Dans ce contexte, la reconstruction de la cohésion sociale entre les différentes ethnies, le renforcement de la présence, de la volonté et de l'autorité de l'État congolais, à travers les forces de sécurité, mais surtout la promotion de l'emploi des jeunes, constitueraient une passerelle pour éradiquer ce phénomène d'enrôlement des jeunes dans les groupes armés.

Dans cette même perspective, les professionnels du DDR devraient avoir une compréhension approfondie de la dynamique relative aux jeunes dans les groupes armés, basée sur une analyse périodique de la situation d'engagement des jeunes dans les groupes armés au niveau local afin de déboucher sur des approches fondées sur des éléments probants. Les résultats de la présente étude démontrent que les facteurs d'incitation et d'attraction des jeunes dans les groupes armés ne se limitent pas seulement aux motivations ou aux besoins de ces jeunes, mais s'étendent à l'ensemble des dynamiques communautaires dans les hauts et moyens plateaux de Fizi et de Mwenga.

Ainsi, les interventions programmatiques devraient être axées sur la stabilisation et la consolidation de la paix et être assorties d'objectifs politiques et sécuritaires immédiats.

L'accent doit aussi être mis sur des programmes de développement adaptés aux besoins locaux permettant à l'ensemble des communautés de participer au processus de démobilisation et de réinsertion des jeunes ex-combattants. Ces projets de développement cibleraient les besoins spécifiques des jeunes et contribueraient à réduire la stigmatisation de ceux sortis de groupes armés, pour qu'ils soient vus sous un jour positif dans leur communauté en tant que parties prenantes au développement régional ou local.

1. Introduction

L'activisme des groupes armés se pose avec acuité dans l'est de la République démocratique du Congo depuis maintenant près de trois décennies. Du fait de la spirale des guerres à répétition qu'a connue la RDC depuis 1996 avec la guerre de libération menée par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) et depuis 1998 avec le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), les populations des provinces de l'Est en général, la Province du Sud-Kivu en particulier et les territoires d'Uvira, de Fizi et de Mwenga notamment, ont subi et continuent à subir une détérioration de la vie sociale. Cela s'explique par la prolifération des groupes armés qui recrutent et enrôlent les jeunes des hauts plateaux de Fizi et de Mwenga, ainsi que de la plaine de la Ruzizi et des moyens plateaux d'Uvira.

Groupe armé	Localisation	Groupe armé	Localisation	Groupe armé	Localisation
Ngumino	Groupement de Balala Nord	CNPSC de Yakutumba	Groupement de Basimunyaka-sud	Mai-Mai Kashumba	Kigoma et Lemera, chefferie des Bafuliru
Mai-Mai Ngarukire		Mai-Mai Mulumba		Mai-Mai Mwenyimali	
Mai-Mai Kamombo		Mai-Mai Biloze Bishambuke		Mai-Mai Kihebe	
Mai-Mai Kakobanya		Twigwaneho		Défense locale Ngwengwe	
Mai-Mai Nyerere	Groupements de Basimukinje 1 et Basimwenda	Mai-Mai Munyindu Kulubamba	Groupement de Bijombo	Mai-Mai Mupekenya	Runingu
Mai-Mai Ebwela		Mai-Mai Makanaki		Mai-Mai Mushombe	
Mai-Mai Ngyalabatu		Alshababu		Mai-Mai Nyerere Bunana	
Mai-Mai Lwesola		Mai-Mai Makanaki			
Mai-Mai Byamungu Gahusa	Kalungwe, chefferie des Bavira	Mai-Mai Songa Kivubwe	Groupement de Luberizi		

Ces groupes armés, qui reposent pour la plupart sur des appartenances communautaires et ethniques, sont régulièrement à l'origine de tensions qui sont le plus souvent violentes et occasionnent des violations des droits de l'homme à grande échelle.

Ces violences des groupes armés mettent en évidence plusieurs revendications sociopolitiques et économiques qui se complètent et s'enchevêtrent. Pour plusieurs personnes interrogées, ces violences sont les conséquences des ambitions des communautés qui chercheraient à imposer leur domination aux autres et s'emparer du contrôle de la zone. Pour d'autres encore, ce serait la pauvreté ou mieux les inégalités socioéconomiques et politiques qui expliqueraient ces violences.

Les trois sites concernés par cette étude présentent chacun des spécificités sur le plan politique, socioéconomique, culturel, démographique et géographique.



© Francesca Tosarelli (CC BY-NC-SA 2.0)

Des jeunes posant avec leur arme à côté d'une base rebelle de fortune au Sud-Kivu.

Les hauts plateaux de Fizi et de Mwenga sont habités par quatre communautés ethniques principales qui revendiquent toutes le droit du premier occupant à savoir : les Babembe, les Bafuliru, les Banyamulenge et les Banyindu. Une minorité Bashi détient le monopole du commerce : ce sont principalement des produits manufacturés qui coûtent extrêmement cher, étant donné que 90 % du transport de ces produits se fait sur la tête sur de longues distances en provenance d'Uvira via Baraka-Fizi. Les Banyamulenge constituent une puissance économique, financière et politique incontournable en raison de leur solidarité organique : ils sont en effet unis et soudés afin de lutter contre leur marginalisation et discrimination par les autres tribus. Les Babembe, les Bafuliru et les Banyindu ont un très fort ancrage dans le pouvoir coutumier. Ils se considèrent comme des autochtones et considèrent les Banyamulenge comme des étrangers (allochtones) en dépit de toutes leurs générations passées⁶. Les Banyamulenge représentent un groupe particulièrement important qui habite dans les hauts plateaux, et qui a toujours été discriminé en dépit de toutes les lois leur accordant la nationalité congolaise bien avant l'indépendance. On entend les gens d'autres tribus dire régulièrement des Banyamulenge : « *Qu'ils rentrent chez eux* ». Ces derniers rétorquent naturellement de manière catégorique : « *Nous sommes chez nous et personne ne nous obligera à quitter ce pays qui est aussi le nôtre* ».

Ces expressions apparemment simples découlent d'un problème bien plus complexe. En effet, la récurrence des conflits communautaires et intercommunautaires a comme sources : l'identité, le foncier et le pouvoir coutumier. Ces conflits ont pris de l'ampleur depuis la rébellion du RCD en août 1998 qui a démembré la région en plusieurs localités coutumières, créant de nouveaux conflits. Les conflits relatifs au pouvoir coutumier ne sont pas forcément ethniques. Ils leur arrivent d'opposer des chefs issus des mêmes groupes ethniques.

D'autre part, le conflit de pouvoir dans la plaine de la Ruzizi qui date de l'époque coloniale a été exacerbé par l'assassinat du Mwami de la communauté Barundi, après sa réinstallation en 2012 par les autorités nationales à la tête de la chefferie de la plaine de la Ruzizi (Rapport, OCHA-Uvira, 2014).

6 Gilbert Serukeza Ndateze, citant « Les Banyamulenge, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu », Institut de la vallée du Rift, 2013, p. 15, dans son rapport technique de la cartographie des acteurs et des initiatives des jeunes pour la paix dans les hauts plateaux de Mwenga et de Fizi, p. 10.

« Tout a commencé en 2012 quand on a assassiné notre roi. Les Bafuliru ne veulent pas de nous. Ils ne cessent de nous répéter que nous sommes des étrangers et nous devons rentrer chez nous au Burundi. Les leaders de notre communauté nous ont dit de constituer un groupe armé pour assurer la défense de notre communauté, sinon nous allions tous disparaître⁷. »

L'activisme des groupes armés dans la zone ciblée par la présente recherche est à l'origine de l'insécurité et de l'instabilité permanente, facilitées par la commercialisation des armes légères de petit calibre et des munitions à vil prix. Selon les enquêtés des hauts plateaux, un fusil d'assaut coûterait entre 20 et 50 dollars américains et une cartouche s'achèterait pour 200 francs congolais au marché et dans la rue.

L'autre facteur favorisant l'activisme des groupes armés dans les hauts plateaux de Fizi et de Mwenga reste bien la faible présence des services de l'État et des infrastructures de base (les établissements scolaires et la formation professionnelle), de même que l'enclavement, à cause des routes en état d'impraticabilité. Aucun service d'entretien et de maintenance n'est pratiqué depuis dix ans. Seule la MONUSCO offre quelques services d'entretien sur quelques tronçons routiers. Cet enclavement, comme tant d'autres facteurs, limite ainsi les perspectives d'emplois pour les jeunes, ce qui accentue la pauvreté dans la zone.

La majorité des jeunes vivent dans la précarité. Ils sont pour la plupart désœuvrés et ont un faible niveau d'éducation. De ce fait, ils constituent un groupe très vulnérable aux manipulations des dirigeants de la communauté, des autorités administratives ainsi que des politiciens se trouvant même en dehors de la zone. Ils sont plus facilement utilisés dans la violence et les groupes armés sans pour autant comprendre les mobiles les sous-tendant. Certains trouvent un refuge dans la consommation de drogues et de boissons fortement alcoolisées, et sont également victimes de mariages précoces.

Parmi les ex-combattants dans la région, on note la présence de jeunes filles : 22 des ex-combattantes enquêtées étaient des jeunes filles⁸. Le plus souvent, elles sont recrutées de force après avoir été enlevées. Vulnérables physiquement, mentalement et émotionnellement, elles sont plus dociles et plus malléables que les jeunes garçons. D'ailleurs, lorsque les conflits s'enlisent et déciment les familles, un bon nombre de jeunes se retrouvent orphelins, sans d'autres perspectives de subsistance que de rejoindre les groupes armés ou de porter une arme. Cela leur donne le sentiment d'exister et d'être protégés.

La plupart des ex-combattantes enquêtées pensent qu'elles seraient davantage à l'abri des abus sexuels et autres mauvais traitements en brandissant une arme. Mais, si quelques-unes ont trouvé un refuge et se sont forgé une autorité au sein des forces et groupes armés, nombreuses sont celles qui se font seulement exploiter.

7 Témoignage d'un jeune homme de la communauté Barundi dans la plaine de la Ruzizi.

8 Résultats d'une enquête menée en août 2018.

2. Méthodologie et caractéristiques sociodémographiques des enquêtes

La collecte des données quantitatives a été réalisée à travers un sondage auprès d'un échantillon de 487 sujets constitué de jeunes sortis de groupes armés, de jeunes et d'autres membres de la communauté ainsi que d'autorités locales. Ces personnes ont été choisies de manière aléatoire. Parallèlement, l'organisation de 16 focus groups avec un total de 192 personnes nous a permis de collecter des données qualitatives grâce aux discussions ouvertes.

La présente étude a été réalisée dans trois zones : les hauts plateaux de Fizi et de Mwenga (Madegu et ses environs ; Ilundu sur le territoire de Fizi ; Kalingi, Kitavi et Mikenge sur le territoire de Mwenga); la plaine de la Ruzizi (Luberizi, Mutarule, Kala dans la chefferie de Bavira, groupement de Kagando); et les moyens plateaux de Lemera (Kanga et Lemera centre).

Les données quantitatives utilisées dans cette étude ont été collectées auprès de 487 personnes issues de la plaine de la Ruzizi (45 %) et des moyens plateaux d'Uvira (15,4 %), et des hauts plateaux de Fizi et Mwenga-Itombwe (39,6 %). En considérant leurs villages de résidence, les résultats indiquent que 38,7 % résident à Kala, 16,4 % à Madegu et ses environs, 11,7 % à Ilundu, 9,9 % à Kanga, 7,2 % à Kalingi, 7 % à Luberizi, 5,5 % à Lemera centre, 2,3 % à Mikenge et 2,1 % à Kitavi.

Les enquêtés sont à 67,1 % des hommes pour 32,9 % de femmes. Ils se composent de 37,8 % de jeunes sortis de groupes armés parmi lesquels 12 % sont des femmes, de 12,1 % de représentants d'autorités locales et de 50,1 % d'autres membres de la communauté.

La plupart des personnes interrogées sont de jeunes adultes avec un âge moyen de 32 ans et un âge médian de 30 ans indiquant que parmi eux, 50 % ont moins de 30 ans. 13,1 % des enquêtés ont entre 15 et 20 ans. En ce qui concerne leur appartenance ethnique : 38,6 % sont des Bafuliru, 23 % sont des Banyamulenge, 10,5 % sont des Babembe, 6,6 % sont des Bashi et les 21,3 % restant sont répartis entre les Barundi (4,7 %), Banyindu (4,7 %), Barega (3,5 %), Bavira (1,4 %) et d'autres ethnies (7 %). Parmi les jeunes enquêtés, 8 % sont des chômeurs ou désœuvrés et 17,2 % exercent d'autres professions (motards, creuseurs de minerais, etc.). 62,2 % des enquêtés ont affirmé que leur profession est stable contre 33,7 % qui estiment le contraire. La majorité (74,3 %) des enquêtés ont un revenu mensuel faible, compris entre 0 et 50 dollars US.

La collecte des données a été menée en juillet et août 2018 à l'aide de guides d'entretien pour les données qualitatives et de questionnaires avec des questions fermées et semi-ouvertes pour les données quantitatives.

3. Résultats

3.1 Facteurs d'incitation

Les jeunes hommes et femmes sortis de groupes armés qui ont été interrogés dans les trois sites ont révélé quatre types de facteurs qui les ont incités à rejoindre ces groupes. Il s'agit notamment de facteurs sociaux, politiques, sécuritaires et économiques.

En ce qui concerne les facteurs sociaux, les jeunes hommes (75,7 %) et les jeunes femmes (53 %) ont affirmé s'être engagés dans des groupes armés parce qu'ils sont mal compris dans leur famille et dans leur communauté. Cette méfiance de la communauté et ce manque de confiance et de considération vis-à-vis de ces jeunes sont liés aux mauvais comportements qu'ils affichent dans leur famille et dans leur communauté. Ceci corrobore les idées avancées par les autorités locales et les membres des communautés ethniques dans les trois zones concernées par cette étude qui estiment que les jeunes sont paresseux, qu'ils n'ont pas l'esprit entrepreneurial et qu'ils sont plus enclins à la violence et à la délinquance.

En effet, dans les hauts plateaux, les participants aux focus groups nous ont certifié que les jeunes passent leurs journées à consommer des boissons fortement alcoolisées et à se provoquer. Ce sont eux les coupeurs de routes, les voleurs de bétail et les voleurs à main armée. Il en est de même dans la plaine de la Ruzizi et les moyens plateaux d'Uvira où les jeunes s'illustrent aujourd'hui dans les enlèvements en échange de rançons (kidnapping), un véritable phénomène, et sèment la panique au sein même de leurs communautés respectives. En somme, le sentiment de honte et de culpabilité qui animent ces jeunes d'une part, et le manque de mesures de réinsertion sociale d'autre part, les amènent à trouver refuge dans des groupes armés. Ne pouvant plus être associés aux activités communautaires, ils ne se sentent plus appartenir à leur communauté. Ceci fait qu'une fois dans les groupes armés, ils deviennent pour leur communauté encore plus inquiétants qu'avant.

Quant aux facteurs politiques, les jeunes sortis de groupes armés (51 % des jeunes hommes et 55,9 % des jeunes femmes) ont dit en avoir rejoint un pour avant tout avoir le pouvoir et l'influence sur d'autres communautés ethniques rivales. Ils cherchent également à exprimer leur mécontentement vis-à-vis de la mauvaise gouvernance locale, selon les propos de 48,7 % des jeunes hommes et 54,4 % des jeunes femmes. Les exemples du passé donnent envie aux jeunes d'adhérer à un GA afin d'accéder aux amnisties, aux brassages issus des accords ou dialogues entre le gouvernement et les groupes armés⁹¹⁰¹¹.

Dans les hauts plateaux de Fizi et de Mwenga, 49,9 % des jeunes hommes et 50 % des jeunes femmes ayant appartenu à des groupes armés ont dit avoir été manipulés par les hommes politiques pour les y intégrer afin d'appuyer leurs revendications politiques. Ceci a été dit également dans la plaine de la Ruzizi et les moyens plateaux d'Uvira par 16,4 % des jeunes hommes sortis de groupes armés.

Dans les hauts plateaux, 87,3 % des jeunes hommes et 75 % des jeunes femmes sortis de groupes armés disent avoir rejoint ces derniers pour assurer leur propre protection au regard de l'insécurité grandissante dans leur région. Viennent ensuite leurs pairs des moyens plateaux qui partagent le même avis pour 52,4 % des jeunes hommes et 100 % des jeunes femmes. Dans la plaine de la Ruzizi par exemple, les jeunes ont affirmé, à 48,6 % pour les jeunes hommes et 35,2 % pour les jeunes femmes, s'être enrôlés dans les groupes armés pour leur sécurité personnelle.

9 À l'issue de la conférence de Sun City en 2003, de nombreux seigneurs de guerre se sont vus intégrés dans l'armée et la police nationale.

10 La conférence sur la paix et le développement organisée à Goma en 2008.

11 Certains responsables politiques, ex-membres des groupes armés, n'ont cessé de brandir leur appartenance passée aux groupes dans leurs discours pour justifier leur position politique actuelle.

En effet, l'insécurité dans cette zone d'étude est due à la présence de multiples groupes armés tant nationaux qu'étrangers, ainsi qu'à de nombreux conflits intercommunautaires violents et récurrents et d'autres conflits de pouvoir.

La multiplicité des groupes armés dans la zone est favorisée par l'insuffisance des éléments des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et de la Police Nationale Congolaise (PNC).

« Face à l'insécurité généralisée qui règne dans notre communauté, je ne pouvais qu'aller dans un groupe armé. Là au moins j'étais sûr que personne ne peut m'inquiéter sous peine d'être tué¹². »

Outre leur sécurité personnelle, les jeunes dans tous les sites de l'étude ont confié s'être enrôlés dans les groupes armés pour protéger leur famille et leur communauté ethnique de leurs adversaires qui sont les autres communautés ethniques antagonistes, mais aussi les groupes armés présents dans leur région.

Certains de ces jeunes ont dit qu'ils auraient été poussés par leurs parents et d'autres membres de la communauté à rejoindre les groupes armés pour les protéger des pillages, des envahisseurs et d'adversaires d'autres communautés et ainsi constituer une force et un bouclier.

Dans les focus groups à Lemera, il a été révélé que le commissariat de la PNC compterait seulement dix éléments militaires pour toute cette contrée, ceux-ci disposant de tout au plus trois armes. Les participants aux focus groups des hommes adultes ont même affirmé que les groupes armés seraient mieux équipés en arsenal militaire et en effectifs que les forces gouvernementales. Il a également été dit que certains militaires des FARDC font défection pour s'engager dans des groupes armés. Les militaires seraient démotivés parce que les grades et les promotions au sein de l'armée régulière sont octroyés de manière partisane. L'insuffisance des éléments de sécurité alliée à la prolifération d'armes de guerre est aussi à la source de l'insécurité et de l'instabilité dans les trois sites de l'étude.

« Ici chez nous presque tous les ménages ont au moins une arme. Tout le monde veut assurer sa propre sécurité parce qu'il n'y a presque pas d'éléments des FARDC ou de la PNC qui peuvent sécuriser le coin. J'étais parti dans le groupe armé pour trouver aussi une arme et revenir dans le village, mais une fois là-bas, on m'a dit que si je le quitte, ils viendront me chercher et me faire du mal. J'y suis resté pendant deux ans¹³. »

Parlant des conflits intercommunautaires comme signe manifeste d'instabilité dans les hauts plateaux de Fizi et de Mwenga-Itombwe, il a été dit que les communautés de Bafuliru, Babembe et Banyindu se liguent contre les Banyamulenge qu'ils considèrent comme des allochtones. Une femme Munyamulenge a confié par exemple : « Si mon enfant pleure et qu'il refuse de se calmer, il suffit que je lui dise qu'il y a un Bembe qui arrive pour que l'enfant soit effrayé et qu'il se calme immédiatement¹⁴ ». Cette pratique, qui est d'usage dans d'autres communautés ethniques, montre à quel point les communautés se considèrent mutuellement comme des adversaires.

Les attaques violentes par des groupes armés contre les membres des autres communautés ethniques constituent le problème le plus inquiétant et le plus fréquent dans les moyens plateaux. Ces attaques sont à la base des tensions permanentes entre les différentes communautés ethniques. Elles contribuent de manière substantielle à l'amplification de l'insécurité et amènent ces communautés à se défendre les unes contre les autres. Les jeunes de chaque communauté sont alors leur levier pour faire face à ces problèmes non seulement du point de vue de la réaction, en recourant aux armes, mais aussi du point de vue idéologique en constituant un sanctuaire de vengeance et de perpétuation de la haine.

12 Témoignage d'un jeune sorti d'un groupe armé de Lemera.

13 Témoignage d'un jeune garçon de Mikenge dans les hauts plateaux d'Itombwe.

14 Propos d'une femme Munyamulenge lors d'un entretien à Minembwe Centre dans les hauts plateaux de Fizi.

79 % des ex-combattants et 88,2 % des ex-combattantes ont cité le chômage comme facteur d'incitation des jeunes à rejoindre les groupes armés dans les trois sites en question. En effet, à part l'agriculture de subsistance et de faible production, l'élevage des bovins et le petit commerce informel, l'exploitation minière artisanale, la plupart des jeunes se retrouvent au chômage. Cette réalité économique est la même dans les trois zones concernées par la présente étude.

En ce qui concerne le facteur économique, 61,3 % des jeunes hommes et 71,1 % des jeunes femmes qui détiennent une activité économique ont avoué avoir rejoint les groupes armés pour protéger non seulement leurs intérêts économiques contre les tracasseries administratives notamment la multiplicité des taxes¹⁵, mais aussi leur bétail, et autres biens vitaux, des pillages perpétrés par les groupes armés rivaux qui se trouveraient dans les contrées.

Enfin, dans les trois sites de l'étude, 63,6 % des jeunes hommes et 63,9 % des jeunes femmes sortis de groupes armés ont cité le désir de se venger de plusieurs meurtres de membres de leur famille comme facteur d'incitation à s'engager dans un GA.

« Je me suis rallié au groupe armé à 14 ans suite à l'assassinat de mon grand frère par les hommes en arme, je devrais aussi tuer celui qui avait commis cet acte¹⁶. »

À l'instar des raisons données par les jeunes sortis de groupes armés eux-mêmes, les facteurs sécuritaires constituent pour les autres membres de la communauté la première cause d'incitation des jeunes à s'engager dans les groupes armés. Cela a été rapporté par 87 % des hommes et 92,7 % des femmes des hauts plateaux et 58,1 % des hommes et 67,6 % des femmes de la plaine de la Ruzizi.

Ces derniers certifient que l'instabilité dans la zone, créée par les guerres à répétition et l'activisme de la multiplicité des groupes armés dans la région, constitue bel et bien la vraie motivation de recrutement des jeunes dans les groupes armés. Selon eux, les jeunes vont dans les groupes armés pour se protéger de leurs adversaires qui sont dans d'autres groupes armés (les milices), des groupes étrangers comme les Forces Nationales de Libération (FNL) ou les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) ainsi que les membres d'autres ethnies antagonistes.

Par contre dans la plaine de la Ruzizi, les autres membres de la communauté, 74 % des hommes et 87 % des femmes, pensent que les jeunes se réfugient dans les groupes armés pour échapper aux sanctions communautaires et judiciaires après avoir commis des méfaits dans leur famille et dans leur communauté.

Outre le rejet des jeunes par leur famille et leur communauté, les autres membres de la communauté reconnaissent aussi pour 50,7 % des hommes et 66,9 % des femmes des hauts plateaux de Fizi et de Mwenga ainsi que ceux de la plaine de la Ruzizi, que le désir de vengeance est une cause d'enrôlement des jeunes dans les groupes armés.

Par ailleurs, ils confirment que les jeunes subissent des pressions de la part des membres de leur communauté ethnique pour s'engager dans les groupes armés afin de servir de bouclier contre les pillages multiples de leur bétail et autres biens économiques comme les champs, en hausse dans la plaine de la Ruzizi et les moyens plateaux ainsi que dans les hauts plateaux. Ces pillages sont plus souvent perpétrés par les groupes armés y compris les FDLR et les FNL dans la plaine de la Ruzizi et les moyens plateaux d'Uvira, et les groupes armés communément appelés Mai-Mai, Ngumino, etc. dans les hauts plateaux. Ces allégations ont été soutenues par 53,5 % des hommes et 48,2 % des femmes de la plaine de la Ruzizi et par 30 % des hommes et 39 % des femmes des hauts plateaux de Fizi et de Mwenga ainsi que par 11 % des hommes et 30 % des femmes des moyens plateaux.

15 Les agents de l'État ont peur de toucher aux biens des familles ou de tracasser ces dernières qui ont des enfants dans les groupes armés par peur de représailles (Témoignage d'un jeune sorti des groupes armés de la plaine).

16 Témoignage d'un jeune homme de 27 ans de Kala.



© Francesca Tosarelli (CC BY-NC-SA 2.0)

Deux jeunes combattants en patrouille à Nyamilima, dans le Nord-Kivu, un territoire autrefois contrôlé par les Mai-Mai.

Tout comme les jeunes sortis de groupes armés et les autres membres de la communauté, 86,3 % des autorités locales rencontrées dans les trois sites indiquent que les jeunes, surtout ceux des hauts plateaux, sont plus incités à rejoindre les groupes armés parce qu'ils souhaitent protéger leur famille et communauté ethnique contre les actes de violence.

Vient ensuite le problème du chômage auquel les jeunes veulent échapper, estimé par 73 % des autorités locales interrogées. Enfin, 35,6 % de ces autorités pensent que les jeunes qui vont dans les groupes armés veulent exprimer leur mécontentement à l'égard de la mauvaise gouvernance locale.

Par ailleurs, 31,7 % des autorités locales avancent que le rejet et le fait que les jeunes soient mal vus par leur famille les poussent aussi à rejoindre des groupes armés.

Les deux femmes de l'administration locale rencontrées dans les hauts plateaux et dans la plaine de la Ruzizi sont aussi unanimes à dire que les groupes armés constituent un milieu de refuge pour les jeunes délinquants, et que d'autres jeunes y vont pour chercher le pouvoir et gagner de l'influence dans leur communauté, tout comme une vie plus facile après avoir connu le chômage.

Selon un chef de village à Madegu dans les hauts plateaux : « Plusieurs jeunes vont se réfugier dans les groupes armés après avoir commis des forfaits dans la communauté. Là, ils sont intouchables et deviennent plus dangereux pour toute la communauté. »

Dans les hauts plateaux, les autorités locales estiment à 69% que c'est l'esprit de vengeance qui incite les jeunes à s'engager dans les groupes armés. 72 % de ces responsables mettent en avant l'esprit de domination intercommunautaire ou d'une communauté ethnique sur les autres comme un facteur poussant les jeunes à aller dans les groupes armés.

Enfin, les autorités locales des hauts plateaux, contrairement à celles des deux autres sites, estiment à 72,4 % que les jeunes sont poussés par les membres de leur communauté ethnique à rejoindre les groupes armés.

3.2 Facteurs d'attraction

Dans les trois sites d'étude, les jeunes sortis de groupes armés ont révélé être attirés dans les groupes armés par des facteurs d'ordre politique, économique et psychologique.

En ce qui concerne les facteurs d'ordre politique, 74,6 % des jeunes hommes et 85 % des jeunes femmes sortis de groupes armés ont expliqué que la considération et la sécurité dont jouissent les membres des groupes armés dans leur communauté les avaient attirés. En effet, dans un groupe de discussion, il a été dit que les membres des groupes armés bénéficient d'un pouvoir acquis grâce à leurs armes, ce qui leur donne le droit d'avoir accès à des femmes gratuitement, à de l'argent provenant du pillage du bétail, des champs, des barrages payants, et à toute autre chose dont ils ont besoin.

«...Le pouvoir de l'arme qui procure les biens matériels et immatériels ainsi que toute autre chose insatisfaite dont les jeunes ont besoin les attire au plus haut degré dans les groupes armés^{17...} »

En second lieu, les jeunes sont attirés dans les groupes armés parce que leurs membres accèdent facilement aux postes dans les services publics notamment l'armée et la police. Ceci a été dit par 32 % des jeunes dans les hauts plateaux de Fizi et de la plaine de la Ruzizi. Dans les hauts plateaux de Fizi et de Mwenga, il a été dit que la police locale ainsi que l'Agence Nationale de Renseignement de la zone concernée par l'étude sont composées d'au moins 20 % d'ex-combattants de groupes armés.

Sur le plan économique, l'accès à l'argent facile comme facteur ayant attiré les jeunes dans les groupes armés a été également cité par 85 % des jeunes hommes et 52 % des jeunes femmes de la plaine de la Ruzizi ayant appartenu à des groupes armés, de même que par 95 % des jeunes hommes et l'unique jeune femme des moyens plateaux sortis de groupes armés.

En effet, la plaine de la Ruzizi est située à la frontière avec le Burundi et relie la ville d'Uvira à la ville de Bukavu. De nombreux trafics routiers s'y exercent et de nombreux cas de pillage et de braquage de véhicules de commerçants sont rapportés chaque semaine, malgré le fort dispositif militaire déployé dans cette zone.

L'exploitation des minerais comme facteur d'attraction des jeunes dans les groupes armés a été insinuée par 73 % des jeunes hommes et 100 % des jeunes femmes sortis des groupes dans les trois sites.

Les autres membres de la communauté rencontrés dans le cadre de cette étude sont unanimes pour dire que le fait que les membres de groupes armés ne soient pas inquiétés par les services étatiques attire les autres jeunes à les rejoindre. Ceci a été exprimé par 63 % des hommes et 72 % des femmes dans les trois sites.

Par contre, dans la plaine de la Ruzizi et les hauts plateaux de Fizi et de Mwenga, les autres membres de la communauté estiment que les jeunes sont attirés dans les groupes armés par les fortes relations que leurs membres entretiennent avec de grandes personnalités politiques. Selon les personnes rencontrées, certains dans la zone d'étude sont convaincus que certaines autorités se positionnent et font asseoir leurs pouvoirs grâce aux groupes armés. C'est ainsi que circulent des rumeurs que les groupes armés sont financés par ces dernières en argent, en armes et en autres biens de valeur. Ceci a été dit par 72,6 % des hommes et 58 % des femmes appartenant aux communautés vivant dans ces deux sites.

Enfin, dans l'ensemble des trois sites, il ressort des groupes de discussion avec les hommes et femmes des communautés que les jeunes seraient attirés par les groupes armés du fait que les membres de ces derniers gagnent facilement de l'argent et des biens en se livrant aux pillages, aux vols de bétail, aux braquages et à l'exploitation des minerais. Ceci a été évoqué par 53,2 % des hommes et 56 % des femmes dans les hauts plateaux contre 55,8 % des hommes et 70,3 % des femmes dans la plaine de la Ruzizi et seulement 22,2 % des hommes et 62 % des femmes des communautés vivant dans les moyens plateaux d'Uvira.

Dans les trois sites, les autorités locales (49 %) pointent l'influence et l'impunité dont jouissent les membres des groupes armés comme facteurs d'attraction chez les jeunes. Il en va de même de la recherche de la sécurité, car leurs membres ne sont pas du tout inquiétés.

Sur le plan économique, selon 79 % des autorités issues des hauts plateaux, 57 % des moyens plateaux et 50 % de la plaine de la Ruzizi, l'accès facile à l'argent et aux minerais est l'un des facteurs qui attire les jeunes dans les groupes armés.

3.3 Facteurs de démobilisation

La médiocrité des conditions de vie dans les groupes armés notamment la maltraitance, la crainte de perdre la vie lors des affrontements, les conflits au sein des groupes armés, la prise de conscience des jeunes à se remettre sur le bon chemin suite aux sensibilisations, sont autant de facteurs de démobilisation évoqués par 60,5 % des jeunes hommes et 80 % des jeunes femmes sortis de groupes armés dans les trois sites.

« La vie dans les groupes armés n'est pas meilleure qu'on le pense¹⁸ ! »

Au cours des discussions de groupe, les jeunes ont martelé qu'ils ne gagnent rien dans les groupes armés contrairement à ce qu'ils pensaient (les promesses que les chefs de ces groupes leur donnent au départ ne se concrétisent pas). Ils ont également peur d'être jugés, notamment pour des actes qu'ils commettent. Notons aussi que la prise de conscience des jeunes à la suite des actions de sensibilisation communautaire a été citée comme contribuant à les démotiver de rester au sein des groupes armés.

La perception générale des autorités locales et d'autres membres de la communauté sur les facteurs de démobilisation des jeunes dans les groupes armés reste presque la même aussi bien dans les hauts, et moyens plateaux que dans la plaine de la Ruzizi. En effet, 65 % des hommes travaillant dans l'administration locale et la seule responsable femme pensent que c'est davantage la prise de conscience des jeunes suite aux actions de sensibilisation menées par les membres de leur communauté, les autorités locales et les ONG, qui les pousse à quitter les groupes armés.

Par ailleurs, pour 82 % des responsables locaux hommes et pour l'unique femme responsable des hauts plateaux de Fizi et de Mwenga, la raison tient plus à la démotivation économique : les jeunes ne gagnent rien comme argent contrairement à ce qu'ils croyaient au départ.

Les jeunes sortis des groupes armés enquêtés ont mentionné les problèmes suivants qu'ils rencontrent dans leur réinsertion socioéconomique.

N°	Types de problèmes	Fréquence
1	Vol des kits de réinsertion	82,3 %
2	Incapacité de gérer efficacement leurs petites unités de production	42,1 %
3	Absence d'outils de gestion	29,6 %
4	Manque ou absence de plan de travail	29,2 %
5	Vente des kits de réinsertion	26,9 %
6	Non-acceptation des jeunes et de leurs activités par les communautés	22,6 %
7	Octroi de matériel non approprié pour une réinsertion durable	22 %
8	Conflit de leadership pour les kits de réinsertion collectifs	18,9 %
9	Manque de coordination dans la gestion des petites unités de production	18,7 %
10	Mauvais emplacement des unités de production	11,1 %
11	Multiplicité des taxes et des tracasseries administratives	5,5 %

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, la non-acceptation des jeunes et de leurs activités par les communautés, l'incapacité de gérer efficacement leurs petites unités de production, le vol des kits de réinsertion, le manque de coordination dans la gestion des petites unités de production, le manque ou l'absence de plan de travail ont été soulignés comme de véritables obstacles à la réinsertion socioéconomique des jeunes sortis de groupes armés.

Ainsi, il a été rapporté neuf cas de réengagement des jeunes dans les groupes armés à Kala et Kanga suite au chômage, à l'attaque de leur communauté par des groupes armés, aux arrestations multiples et aux diverses tracasseries perpétrées par les FARDC, au fait d'être accusé sans preuve des vols commis dans la communauté, et au manque de kits de réinsertion.

4. Recommandations

Auprès des autorités :

- Créer des cadres de concertation pour faciliter les échanges entre les services de sécurité et les populations dans les hauts et moyens plateaux d’Uvira, de Fizi et de Mwenga et dans la plaine de la Ruzizi afin de réduire les tracasseries que subissent les jeunes sortis des groupes armés ;
- Lancer une étude participative pour comprendre les obstacles à l’appropriation du programme national de DDR et commissionner un renouvellement du programme basé sur les résultats de cette étude ;
- Mettre en place le programme DDR en tenant compte du contexte de la zone et le mettre en œuvre au niveau communautaire (DDR communautaire) ;
- Créer un cadre de dialogue quasi permanent à travers lequel les autorités provinciales et territoriales, la société civile locale et les jeunes leaders peuvent développer des initiatives globales qui tiennent compte des besoins spécifiques non couverts des jeunes les incitant ou les attirant dans les groupes armés, afin de les intégrer aux plans de développement locaux ;
- Soutenir le fonctionnement du comité de suivi de la mise en œuvre de la feuille de route du forum interprovincial sur la persistance des groupes armés dans les provinces du Sud et Nord-Kivu dans le souci d’aboutir à un programme DDR communautaire ;
- Fédérer les jeunes autour de centres d’intérêt communs économiques en vue de promouvoir l’émergence d’une jeunesse entrepreneuriale, mobilisée et vectrice de changement social de manière durable et pérenne, dans une approche de cohésion sociale et de réduction des conflits entre jeunes.

Auprès des ONG et des leaders communautaires :

- Sensibiliser les membres de la communauté, surtout les leaders communautaires, à la mise en place de mécanismes de justice informels ou communautaires pour réduire la traque et les tracasseries dont sont victimes les jeunes sortis de groupes armés ;
- Créer des opportunités économiques (formations aux métiers, à l’entrepreneuriat, création de coopératives agricoles, de mutuelles de solidarité ainsi que d’unités de production selon les spécificités de chaque contrée, etc.) pour les jeunes hommes et femmes à risque d’être recrutés. Ces espaces devront encourager des échanges interethniques/intercommunautaires entre jeunes et aider les jeunes à développer un jugement critique et à avoir une compréhension objective des enjeux sociaux et sécuritaires ;
- Encourager le partage d’informations entre jeunes où les jeunes ex-combattants peuvent jouer le rôle de « coaches » pour les jeunes à risque d’être recrutés, les amenant à comprendre les réalités des groupes armés afin d’être plus résilients devant les fausses promesses qu’on leur fait miroiter ;
- Fournir aux jeunes des espaces pour analyser conjointement les problèmes de sécurité et créer par ricochet un sentiment de solidarité et de cohésion sociale ;
- Soutenir les initiatives inclusives des jeunes qui visent à traiter directement des facteurs de conflits ;
- Former de façon permanente les jeunes à l’analyse des conflits en les amenant à prendre conscience du bénéfice de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale dans leur communauté ;
- Encourager la communication entre les jeunes, les adultes et les autorités pour limiter la propagation et la transmission des sentiments de violence de génération en génération ;

- Cibler des activités multi acteurs visant à engager toutes les couches sociales (autorités, églises, écoles, parents, jeunes filles et garçons) dans la lutte contre les facteurs d'incitation et d'attraction des jeunes dans les groupes armés ;
- Fédérer les efforts des jeunes à mener des actions de plaidoyer, pour amener les autorités et les autres membres de la communauté à prendre en compte leurs besoins et leurs intérêts.

International Alert

346 Clapham Road, Londres, SW9 9AP, Royaume-Uni

Tél. : +44 (0)20 7627 6800

info@international-alert.org

www.international-alert.org

Organisation caritative enregistrée sous le numéro : 327553



[/InternationalAlert](https://www.facebook.com/InternationalAlert)



[@intalert](https://twitter.com/intalert)